

COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE 1905, CREATION DE LA SFIO: UNITE ET DIVERSITE DES SOCIALISTES (3 NOV 2005)

Plan :

- Intervention d'Alain Bergounioux
- Intervention de Roger Martelli
- Réponse d'Alain Bergounioux
- Réponse de Roger Martelli

Intervention d'Alain BERGOUNIOUX

J'ai répondu bien volontiers à cette invitation parce qu'il est toujours utile de participer à ces travaux, à ces réflexions, dans un cadre qui, propice au dialogue et à la réflexion, sied à l'avancée de nos positions respectives. Nous faisons de même, avec la Fondation Jean Jaurès et il est tout à fait précieux de pouvoir réfléchir ensemble.

Réfléchir autour de 1905, à partir de 1905, c'est au fond réfléchir sur le socialisme français. La Sfiio [1], dans le fond, est la « mère », des deux « branches » du mouvement socialiste, la « vieille maison » comme l'a appelée Léon Blum en 1920, et le Parti communiste. Lorsque l'on s'intéresse aux origines d'un mouvement comme celui-ci, à condition d'en faire une analyse un peu précise, on s'aperçoit que malgré d'énormes changements, un certain nombre de traits éclairent le présent. C'est ce que je vais essayer de montrer à partir de 1905 et en tentant de dessiner les caractères originaux de la « branche » socialiste française.

1905, est une année charnière. C'est en 1905 que l'on entre vraiment dans la modernité du 20e siècle. La Sfiio est le premier grand parti moderne en France. Certes il y a eu la création du Parti radical en juin 1901, issu d'un courant de pensée du 19e siècle, il n'a pas la même structure. Avec la Sfiio on a le parti politique qui se veut parti politique de masse, organisé, structuré autour d'un programme avec, des statuts, des règles. De ce point de vue c'est une entrée dans la modernité politique. 1905 c'est aussi la loi de séparation des églises et de l'État. Or la laïcité c'est une des conditions de la démocratie moderne. Pour l'historien, et pour l'observateur perspicace du début du 20e siècle, 1905 est riche d'événements qui ont marqué ce siècle. C'est la première crise marocaine, avec les conditions et le risque d'une nouvelle guerre possible entre la France et l'Allemagne. 1905, c'est la première révolution en Russie, et c'est la défaite de la Russie face au Japon et puis la menace sur l'Empire russe. C'est l'apparition de nouveaux acteurs majeurs sur la scène internationale, toujours présents au 21e siècle, comme le Japon ou, les États-Unis qui seront les médiateurs entre la Russie et le Japon. Année marquée par des événements politiques, 1905 entre aussi dans la modernité scientifique du 20e siècle. Einstein publie ses articles sur la théorie de la relativité restreinte, et participe à donner naissance à la physique moderne. Dans un autre domaine, Freud publie trois essais sur la Théorie de la sexualité qui vont révolutionner une partie de la

pensée. Il n'est pas question de tirer des conclusions hâtives de ces coïncidences chronologiques, mais ce sont des faits, et ils participent de l'intérêt pour cette année.

Si 1905 est une année de la modernité politique, ce n'est pas cependant la naissance du socialisme en France. Le socialisme français, c'est la cristallisation d'un mouvement issu de la Révolution française, et qui se développe au 19^e siècle. C'est la rencontre, du mouvement ouvrier, des luttes ouvrières et d'un mouvement intellectuel, critique, porté par des philosophes, des économistes, des penseurs héritiers des lumières, professant des doctrines « sociales » qui se développent dans la première moitié du 19^e siècle. La naissance du socialisme en France c'est aussi les drames, que nous connaissons, les journées de juin 1848, l'écrasement de la Commune de Paris en 1871.

Après l'écrasement de la Commune de Paris, le socialisme réapparaît en France à partir de 1879. Pour être tout à fait rigoureux, le premier parti socialiste en France est celui qui naît de « l'immortel Congrès de Marseille » en 1879, où Jules Guesde est la figure dominante. Ce parti n'a pas tenu, il s'est délité l'année suivante. D'ailleurs ce n'était pas vraiment un parti, au sens ou on l'entend aujourd'hui. Il n'avait pas de statuts, pas de règlement, pas de véritable programme. Mais les raisons de sa disparition sont ailleurs. A cette époque, le socialisme s'organise au travers de petites « sectes », organisées autour de quelques personnalités plus ou moins charismatiques, qui rivalisent entre elles et s'affrontent à partir de visions différentes de l'avenir. Dès le départ, ce qui apparaît, c'est la diversité idéologique du socialisme français.

Il faut attendre les années 1890 pour que le socialisme devienne une force qui commence à compter. 1892 voit les premières grandes victoires aux élections municipales, à Roubaix, Marseille et d'autres villes, 1893 le premier groupe parlementaire socialiste un peu consistant, mais ce n'est qu'aux élections législatives de 1902 que le socialisme commence à regrouper à peu près 10% de l'électorat.

Parallèlement, avant 1905, il y a eu plusieurs tentatives de rassembler les socialistes. En 1896 à l'initiative d'Alexandre Millerand, a lieu la première tentative de programme commun des socialistes, dite « programme de Saint-Mandé ». Cette initiative sera éphémère. Elle ne résistera pas aux différences d'appréciation et de comportement devant l'affaire Dreyfus. En 1899 au « Congrès de Jappy », les socialistes tentent à nouveau leur unification. Cette tentative s'échouera sur la question du pouvoir, de la participation au gouvernement Waldeck-Rousseau du premier ministre socialiste, Alexandre Millerand. Le congrès se divise entre les tenants et les opposants à la participation au gouvernement. C'est déjà la question du rapport au pouvoir qui se pose : que fait-on en régime capitaliste, dans une société bourgeoise, participe-t-on ou ne participe-t-on pas au gouvernement ? C'est sur cette question que se fonde la grande division entre Jean Jaurès et Jules Guesde. En 1900 se tient la fameuse rencontre de Lille, dite « des deux méthodes », entre Jaurès et Guesde. Cette rencontre a donné lieu à un texte qui mérite aujourd'hui d'être relu, car il a la clarté des premiers temps. Les éléments de la controverse sont très clairement exposés. Ce sont les développements ultérieurs qui compliqueront cette simplicité initiale.

Jaurès avait la même perspective globale que Guesde, la perspective finale d'une société réconciliée, que l'on atteindrait par des réformes successives, en avançant pas à pas, dans la continuité, par le suffrage universel. Mais il pense que le socialisme ne viendra que s'il s'inscrit dans l'histoire progressiste de la France, dans la suite de la Révolution française, qu'il faut unir le socialisme à la République. Guesde, lui, défendait, ce que certains appellerait aujourd'hui une « opposition frontale » dans la société, sans concession, rejetant la République, la République bourgeoise au nom d'une République évidemment sociale et socialiste.

Cette opposition se cristallise idéologiquement dans le face à face entre ces deux grandes figures du socialisme français. Division qui plus tard a été symbolisée d'une manière un peu simpliste. On ne peut résumer Jaurès simplement comme un « bon barbu » réformiste et Guesde comme un « grand barbu » sectaire ! Les personnalités et les rapports entre les deux hommes avaient plus de facettes que cela et étaient un peu plus complexes qu'un simple face à face. Mais enfin ce sont eux qui ont symbolisé, à ce moment, l'affrontement idéologique entre ces deux courants du socialisme. Ils ont d'ailleurs constitué deux partis, le Parti socialiste français, le Parti socialiste de France qui se font face de 1902 jusqu'en 1905.

En 1905 l'unité se cherche depuis des années. A partir du moment où le socialisme devenait une force militante, électorale, évidemment cette unité devenait une nécessité. Pourquoi en 1905, pourquoi l'unité est-elle possible en 1905, alors qu'elle a été impossible en 1899, et en 1900, notamment à cause de cette question de la participation ministérielle, de la question du rapport au pouvoir, induite par ces deux conceptions qui s'opposent ? Il y a à cela plusieurs raisons. La collaboration à l'Assemblée Nationale avec le Parti radical, le « bloc des gauches », touche à sa fin. Pour l'essentiel l'œuvre laïque, l'œuvre radicale s'achève. Décembre 1905 c'est le vote de la loi de séparation de l'église et de l'État. Le bilan de la participation ministérielle de Millerand a déçu. Millerand a lui-même évolué à partir de 1902 par-delà les rivages socialistes vers le « républicanisme ». Dans ces conditions, le motif de division qu'avait posé l'affaire Millerand s'efface. Dans le même temps, cette crise marocaine que je rappelais, fait apparaître en Europe le danger qui annonce le risque de guerre. Même si cette crise a été maîtrisée, c'est un premier signal. On peut penser que pour Jaurès cet événement a pesé sur ses choix.

Depuis 1904 l'Internationale Socialiste connaît, elle aussi, un débat important. La réforme ou la révolution, révision de la doctrine marxiste ou pas, les problèmes posés par la participation ministérielle commencent à être abordés un peu partout en Europe. L'Internationale socialiste est largement dominée, idéologiquement et matériellement par le Parti social démocrate allemand qui est le grand parti phare de l'Internationale avant 1914, le « parti modèle », à la fois par sa puissance, ses équipes dirigeantes, son idéologie, et ce que l'on pense être sa proximité avec le marxisme. Dans cette situation la France fait « désordre », alors que tous les autres partis sont en train de progresser de manière parlementaire, de s'unifier. En Grande Bretagne la création du Labour Party devra attendre le début 1906, mais ce sera dans des conditions différentes. Enfin on voit partout en Europe la question sociale et le mouvement socialiste prendre de l'ampleur et s'enraciner dans les sociétés.

Le cas français est soumis à l'Internationale. L'Internationale somme ces Français, querelleurs et batailleurs, de s'unir. L'union va se réaliser sur des bases somme toute

assez orthodoxes, sur une base de doctrine largement inspirée par le marxisme, manifestant une volonté révolutionnaire, une volonté de lutte des classes, s'exprimant par le refus de principe de la participation ministérielle. Mais l'Internationale ajoute « sauf circonstances exceptionnelles ». Le principe est donc posé mais les exceptions sont possibles. On verra évidemment que ces exceptions joueront plus tard. C'est au Congrès de l'Internationale Socialiste, à Amsterdam en 1904, que Jaurès défend la position française. Son discours est tout à fait passionnant à lire. Dans le fond, Jaurès en défendant la tradition de la Révolution française fait la leçon à la Sociale démocratie allemande. Il explique qu'il y a plus de vertu révolutionnaire dans la France de 1789 que dans l'Allemagne impériale de 1904, malgré la place et le rôle important du Parti social démocrate allemand. Cependant Jaurès accepte les conditions qui sont celles de l'Internationale socialiste.

C'est ça qui rend possible l'unité de 1905. 1905 c'est une résultante. Le Congrès lui-même n'est pas du tout intéressant. Quand on lit les comptes rendu, on a le sentiment que c'est quasiment un congrès « administratif ». Tout a été fait avant. Les débats ont eu lieu avant. Ils ont été tranchés par l'Internationale en France. Dans le fond 1905 c'est un moment symbolique, résultat d'un processus, qui ne prend son sens que parce qu'il vient après de nombreux évènements, débats, tentatives de rassemblement. C'est comme le point d'orgue de ce processus. Mais ce Congrès permet d'unir les différentes tendances qui constituent le socialisme français. À mon sens, le Congrès vraiment important pour le socialisme français, du point de vue idéologique, c'est le Congrès de 1908, le Congrès de Toulouse. C'est là où Jaurès va imposer sa conception du socialisme, qui va, petit à petit, devenir dominante. C'est là où il va s'imposer comme la figure dominante du socialisme. Alors que dans le fond, d'un point de vue idéologique, 1905 c'est la victoire de Jules Guesde, 1908 c'est le grand congrès de la synthèse jaurésienne, entre la réforme et la révolution, la nation et l'internationalisme, le mouvement social et la politique. Jaurès y définit le corpus idéologique de ce que va être le socialisme français, dans la tradition qui sera ensuite maintenue au Congrès de Tours par les minoritaires, par Léon Blum et reprise pendant des décennies. 1908 c'est ce congrès-là.

Il est utile de rappeler tout cela, pour restituer le contexte dans lequel sont nés les caractères originaux du socialisme français. Quand le socialisme se constitue véritablement comme force politique, à la fois comme force militante et comme force électorale, il y a deux traits spécifiques qui vont peser très lourd sur la nature du socialisme français. Je voudrais attirer l'attention sur ces deux points essentiels qui expliquent bien des choses de la suite de l'histoire du socialisme français.

En France, la République existe avant le socialisme. Cela ressemble à une banalité, mais c'est d'une importance capitale. La distinction entre la gauche et la droite a été créée par la Révolution française, et après la Révolution française. Elle préexiste au mouvement ouvrier et à la constitution du mouvement socialiste, alors que dans de nombreux pays européens, ce sont les partis socialistes qui ont porté la réalité démocratique, mener le combat pour démocratiser leur société. Ce sont les partis socialistes qui ont porté l'extension du suffrage universel et la démocratisation des institutions. C'est vrai en Grande-Bretagne, c'est vrai dans les pays scandinaves, c'est vrai en Allemagne. Pour ces partis, la chronologie de l'histoire confond la démocratie et le socialisme. Au sens littéral, l'expression Social démocrate trouve là son origine. Aujourd'hui, on la met à toutes les sauces. La Social démocratie ce sont

essentiellement, les partis du centre de l'Europe, d'Allemagne, d'Autriche et les partis scandinaves. Cette formulation dit bien ce qu'elle veut dire, l'union du socialisme et de la démocratie.

En France, la République préexiste. Il y a une culture de gauche et une culture de droite, qui se sont constituées sur d'autres sujets. La question de la nature du régime politique bien sûr, la question de la laïcité, de la laïcisation de la société, sont tout à fait importantes. Le socialisme ne sera pas à lui seul, le seul parti démocrate, le seul grand parti démocrate. À côté de lui il y a le Parti radical, qui est à gauche, Si on regarde cette période avec les lunettes de 2005, on tombe dans l'erreur, aujourd'hui, le radicalisme se situe plutôt à droite. Dans les années 1890-1900 il est vraiment à gauche. C'est un parti de gauche qui lutte pour la démocratie, pour démocratiser l'école, pour la laïcisation de la société. Par ailleurs ce parti radical porte aussi un certain nombre de réformes sociales. La doctrine républicaine est, si j'ose dire, socialisée, au sens où elle intègre l'idée des réformes sociales, dès l'année 1895, avec cette école un peu oubliée aujourd'hui, mais tout à fait intéressante idéologiquement, celle du « solidarisme » de Léon Bourgeois. Elle professe l'idée que, les citoyens ont des droits, des devoirs, que la société doit à ses membres un certain nombre de droits. C'est une sorte de « contractualisme républicain » qui est porté par le Parti radical. C'est très important, parce que le socialisme naissant est obligé de se définir par rapport à cela. Ce n'est pas lui qui a installé la République, la République préexiste. Certes, cette République a ses limites. C'est une République bourgeoise, le suffrage universel, n'est universel que pour les hommes, mais la culture républicaine est là et les forces républicaines sont là.

Le problème de fond du socialisme français, que connaîtra aussi d'ailleurs le Parti communiste dans son histoire, c'est de savoir comment s'intégrer dans cette République et comment s'en distinguer ? Si l'on suit, la vision, l'exemple d'Alexandre Millerand, le socialisme doit se fondre dans un grand parti républicain. Il n'y a plus de distinction réelle. Le Parti socialiste est l'aile gauche du Parti républicain. D'ailleurs Alexandre Millerand suivra cette évolution. Mais pour une grande partie des socialistes français des années 1900, jusqu'en 1914, il n'en est pas question. Guesde représente ce courant, mais il n'est pas le seul. Édouard Vaillant, des socialistes d'autres tendances, autour de Jean Allemane, ne veulent pas cela. Ils veulent que le socialisme mène un combat clair contre la bourgeoisie, s'appuyant sur le mouvement ouvrier et se distinguant fortement de la République telle qu'elle est.

Dès sa naissance c'est un problème fondamental pour les socialistes, comment se situer par rapport à la République, comment se situer par rapport à la démocratie ? Ils ont longtemps oscillé entre deux attitudes. Leur espérance, leur volonté, c'est que le socialisme l'emporte sur l'ensemble, que le socialisme devienne toute la gauche, mais c'est difficile puisque cette gauche était déjà existante et disposait de forces importantes. Et bon nombre de socialistes partagent ces valeurs républicaines, les libertés républicaines, la laïcité, la démocratie, l'importance de l'éducation les textes de Jaurès sur l'éducation sont sur ce point connus. Cette culture républicaine est intégrée dans la culture socialiste. L'apport de Jaurès c'est la synthèse entre « républicanisme » et le socialisme.

C'est le premier problème de fond, qui complique la situation, et nourrit un débat permanent au sein du Parti socialiste français. Ce débat a changé d'enjeu selon les

périodes, mais on le retrouve depuis de manière récurrente. Ce débat, entre l'identité purement socialiste et puis l'identité socialiste et républicaine, c'est le débat entre réforme et révolution. C'est le débat canonique du socialisme français avant 1914. Il a largement débordé les décennies dans le 20e siècle. On peut même en retrouver des échos, certes bien affaiblis, mais bien présents dans la culture politique du Parti socialiste aujourd'hui. Les cultures politiques ont ceci de commun avec les astres, lorsqu'ils sont morts, on ne s'en aperçoit que longtemps après sur terre...., comme pour ces astres la lumière de ces cultures politiques est toujours là. Les enjeux politiques ne sont plus du tout les mêmes, on ne parle plus des mêmes choses mais on a le même réflexe. C'est un problème important, parfois, c'est tout le problème ! Cela a marqué ce socialisme naissant et provoqué, en son sein, un débat récurrent et permanent.

Le second trait caractéristique du socialisme français, qui s'additionne au précédent, est tout aussi fondamental. Le socialisme de 1905, jusqu'en 1914, n'a pas pu s'appuyer sur un mouvement syndical puissant. Cela le différencie de l'expérience travailliste ou sociale-démocrate. Dans l'Europe des années 1900, les trois « familles » qui vont se partager le socialisme européen sont déjà là, la famille Social-démocrate, constituée par les partis, scandinaves, allemand, autrichien, belge, hollandais. D'autre part, le travaillisme britannique et irlandais est à soi seul une exception. Il n'y a pas que les Français qui sont « exceptionnels », chacun peut être l'exception des autres. Le travaillisme britannique est né dans des conditions différentes. Il a été créé par les syndicats, qui ont pour objectif une représentation parlementaire. Il n'a pas de référence marxiste, il est largement influencé par les idées religieuses, qui ont influencé aussi la Sociale démocratie d'Europe du Nord et d'Europe centrale, qui est une Sociale démocratie de masse, appuyée sur des syndicats puissants, mais qui a un corps de doctrine marxiste, même si elle a une pratique profondément réformiste, et ce, dès le début de son existence. Une troisième « famille » est représentée par le parti français, et les partis, italien, espagnol, les partis de l'Europe du Sud. Ils ont la particularité de ne pas être appuyés sur le mouvement ouvrier, comme le travaillisme, créé par le mouvement syndical, ou les partis de l'Europe du Nord et de l'Europe centrale, qui ont des liens organiques avec les syndicats.

C'est tout à fait fondamental parce que, du point de vue socialiste, au moment où se constitue la Sfiio, la grande liaison avec le mouvement syndical, a été manquée. 1905 c'est la création de la Sfiio, l'année suivante, 1906, c'est la Charte d'Amiens. La Charte d'Amiens, c'est la réponse des dirigeants de la jeune Cgt à la création de la Sfiio. Une Cgt relativement jeune, constituée avant la Sfiio, la naissance officielle de la Cgt, c'est 1895, mais c'est en 1902 qu'elle devient une véritable organisation, mais enfin elle est née avant. Le syndicalisme qui se développe en France à ce moment-là est un syndicalisme marqué par les idées anarcho-syndicalistes, on l'appelle « le syndicalisme révolutionnaire ». Il prône l'indépendance vis-à-vis des partis politiques. La Charte d'Amiens est une déclaration d'indépendance vis-à-vis des partis politiques. Pour les syndicalistes révolutionnaires, le syndicalisme porte lui-même un projet de transformation de la société, dans une tradition assez proudhonienne. Chacun connaît la fameuse phrase de Proudhon, « l'atelier sera un jour le gouvernement ». Donc tous « ces bavards » de l'Assemblée, tous ces élus, ce n'est pas l'important. L'important, c'est la révolution sociale. Elle viendra du mouvement ouvrier lui-même et du syndicalisme.

Il ne s'agit pas d'en tirer des conclusions simplificatrices. Nombre d'adhérents de la Cgt sont aussi membres de la Sfiio, et la Cgt est elle-même composite. Il existe des syndicats ou des fédérations réformistes, des syndicats ou des fédérations socialistes, notamment dans le textile, dans les mines, des syndicats ou des fédérations totalement corporatistes comme dans le Livre. Cependant il demeure que cette Cgt d'avant 1914, est sous la domination des idées syndicalistes révolutionnaires. C'est un syndicalisme qui se veut très militant. Il y a un certain avant-gardisme, chez tous ces dirigeants de la Cgt révolutionnaire d'avant 1914, qui affichent un certain mépris des masses moutonnières qui devront suivre une avant-garde éclairée. De plus ce syndicalisme n'est pas vraiment un syndicalisme de masse, en 1914 la Cgt c'est 450.000 adhérents, et déjà le problème du syndicalisme français est posé, et comme on le voit, il vient de loin.

C'est un des traits marquant du Socialisme français. Le parti français ne va pas se développer de la même manière que les partis sociaux-démocrates ou travaillistes. Le développement de la Sfiio se fera sans lien organique avec le syndicalisme. Comme le disait Madeleine Rebérioux, grande historienne de cette période, il y a à côté de la Sfiio, un « autre Socialisme » que représente le syndicalisme révolutionnaire.

On voit les difficultés, le Parti socialiste de 1905 n'est pas le seul grand parti républicain, le seul grand parti démocrate. La culture républicaine, la distinction gauche droite n'a pas été forgée par le socialisme, même s'il va l'investir, s'il va lui donner au cours des décennies du 20e siècle, son sens social. Et le Parti socialiste ne peut s'appuyer sur un mouvement syndical proche de lui, un mouvement syndical lui-même pas très puissant. On sait qu'en France il sera vraiment fort que dans quelques courtes périodes, après la guerre de 1914, au moment du Front populaire, à la Libération, un peu après et autour de 1968 et c'est tout. Le mouvement syndical en France a connu ces moments de forts développements, puis des phases de déclin, plus ou moins longues. D'ailleurs nous sommes actuellement dans une phase déclinante, qui pose évidemment, du point de vue syndical, des problèmes importants.

C'est décisif pour le Socialisme français, son mode d'implantation ne passera pas par le syndicalisme, les coopératives, comme dans d'autres pays européens. Un de mes amis dit que le Socialisme français est une Sociale démocratie municipale. Ce n'est évidemment qu'une boutade, mais qui dit bien ce qu'elle veut dire. Le mode d'implantation du socialisme va être essentiellement électoral. Cela a évidemment beaucoup des conséquences pour la suite en particulier sur la composition sociologique de la Sfiio. Avant 1914, c'est un parti populaire, composé d'ouvriers, de paysans, mais tous ses principaux dirigeants viennent de la petite, voire de la moyenne bourgeoisie. Ce sont des intellectuels, avocats, journalistes. Jean Jaurès est professeur d'université, Jules Guesde est un « révolutionnaire professionnel », mais, il est un journaliste, Édouard Vaillant est un ingénieur. S'il y a des ouvriers adhérents de la Sfiio, ils ne la dominent pas. Cela va s'accroître au fil des décennies, surtout évidemment après l'apparition du Parti communiste et son développement dans la classe ouvrière. La Sfiio va devenir de plus en plus « interclassiste », et comptera de plus en plus d'adhérents des petites classes moyennes, salariés de la fonction publique, du secteur public, etc.... Cet état de fait est en gestation dès avant 1914.

Dès sa naissance, la Sfiio ne peut être ni le seul grand parti démocrate, ni le grand parti ouvrier, ni le grand parti ouvrier français. Cette réalité explique la fragilité du socialisme français. Faute d'une représentativité sociale, souhaitée, mais qu'il n'a pas, il aspire à être autre chose que ce qu'il est. La se trouve la difficulté du débat interne au Parti socialiste Il aspire à être un parti ouvrier, un parti de classe qu'il n'est pas fondamentalement. Cela se combine avec ce problème lancinant du rapport à la République, du rapport aux autres forces de gauche. On a donc une gauche française qui, dès avant 1914, avant même l'apparition du Parti communiste, est déjà « plurielle ». C'est le moins que l'on puisse dire. Dans les faits, on a trois grands « rameaux ». Une gauche républicaine, une gauche socialiste largement divisée par ce débat fondamental, réforme ou révolution, rapport à la République, qui est au cœur des débats du socialisme, et puis il existe une troisième gauche, la gauche du mouvement social, la gauche syndicaliste d'avant 1914.

Les socialistes français auront toujours un double problème. D'abord un problème d'unité interne qui peut paraître paradoxal. Historiquement il ne l'est pas. Malgré cette fragilité, à la fois dans son aspect social et politique, qu'est-ce qui fait l'unité de la Sfiio ? Si ce n'est pas l'évidence sociale, c'est la doctrine, c'est l'idée qui fait l'unité de la Sfiio. Et qui dit idée, dit débat, en France comme ailleurs. Dans ces conditions la bataille de l'interprétation doctrinale est tout à fait fondamentale. Les grandes figures du socialisme français, ce sont ceux qui, pour une période donnée, ont réussi la « synthèse ». Ceux qui ont réussi à maintenir ensemble une diversité de socialistes dont l'unité est faite essentiellement, fondamentalement par l'idée. Ce n'est pas toujours possible, ils ont connu des défaites. Secondement, son unité tient dans son mode d'implantation, municipal, qui va se développer. Après 1920, mais c'est déjà visible avant 1914, le Parti socialiste, va conquérir des municipalités en nombre de plus en plus important. Le Parti devient de plus en plus un Parti d'élus, dont le nombre est important, d'autant que la Sfiio, à part quelques rares périodes, a rarement dépassé les 200.000 adhérents. Le chiffre de croisière est à peu près toujours le même, il tourne autour de 100.000-120.000. Dans les périodes difficiles il descend en dessous de 80.000, 60.000. Dans les périodes de grâce on peut dépasser le plafond des 200.000, mais ça ne s'est fait qu'à trois reprises dans l'histoire, en 1936, à la Libération et dans les années 1970 après le Congrès d'Epinau. Hors ces grands moments, l'étiage est toujours à peu près le même.

En 1905 naît un parti dont les caractères originaux, sa nature, déterminée par sa composition sociale, son mode d'implantation, sa fragilité du point de vue du débat interne, expliquent bien des événements et des comportements dans la suite de son histoire. Le rapport entre cette « idée », cette doctrine, qui fait tenir l'ensemble et les intérêts électoraux, les deux étant profondément liés, vont engendrer une attitude quelque peu « schizophrène » vis-à-vis du pouvoir. Voilà un parti qui va exercer de plus en plus de pouvoir localement et qui éprouve un malaise vis-à-vis du pouvoir national [2]. Jaurès, pour faire l'unité, a renoncé à la participation au gouvernement, a renoncé au pouvoir. Léon Blum, l'a dit lui-même lors de son procès, à Riom en 1942, « j'ai joué un rôle un peu étonnant dans l'histoire, j'ai écarté mon Parti le plus longtemps possible du pouvoir ». Il parle de la des années 20 et du début des années 30, et, dans le fond, ce n'est qu'à partir de 1936 que la question du pouvoir national est véritablement posée. Et là le Parti socialiste entame un deuxième cycle politique qui va de 1936 à 1971. Dans cette période le Parti socialiste vit des expériences difficiles du pouvoir, des réformes importantes ont été réalisées, mais ces

expériences se terminent dans le malaise. Il faut attendre 1971, le congrès d'Épinay, pour rentrer dans un troisième cycle politique, dont nous ne sommes pas sortis aujourd'hui. Ce congrès place le Parti Socialiste dans une perspective différente par rapport au pouvoir. Mais lors de ce congrès, François Mitterrand a déplacé les contradictions du socialisme français, il ne les a pas nécessairement résolues. Ce type de débat est toujours latent et réapparaît de façon récurrente.

Comprendre les origines permet donc de jeter une lumière et de mieux appréhender, le mode de régulation interne du socialisme français, et le problème fondamental de l'ensemble de la gauche : la question de l'unité. Dans la vie politique de notre pays, la question de l'union est toujours un problème. C'est déjà un problème avant 1914. C'est évidemment un problème après 1920, après le congrès de Tours. Mais c'est un problème avec le communisme et le radicalisme, puis plus tard entre le Mrp [3] et les communistes, etc. Cette question décisive de l'union de la gauche est toujours une difficulté parce que c'est toujours une gauche idéologiquement plurielle qu'il faut rassembler, mais comment ?

En 1936, le Front populaire est un rassemblement défensif, c'est l'antifascisme qui permet de rassembler. 1944-1945 c'est la suite historique du Front populaire dans les conditions particulières de la Libération, c'est la revanche du Front populaire. Il faut attendre les années 1960 pour que la question du rassemblement se pose de manière plus offensive, alors que jusque-là le rassemblement s'était réalisé sous la pression de l'urgence, sous la pression du danger, sous la pression du fascisme ou des conditions de la résistance.

Pour ces raisons le problème de la régulation externe, de l'union de la gauche, est un problème posé dès les origines. Il est posé politiquement dès avant 1914 et il est posé socialement dans la mesure où le mouvement social, le mouvement syndical, est lui-même un mouvement divisé. Le phénomène de fragmentation de la gauche se retrouve dans le mouvement syndical, et le problème posé, dès l'origine du syndicalisme, du rapport du politique et du social, est fondamental dans l'histoire de la gauche française.

Voilà quelques éléments présentant les caractères originaux se cristallisant autour de cette année 1905, dont on peut mesurer à la fois l'importance et les limites. Caractères qui éclairent quelques problèmes posés par la suite de l'histoire, dans les décennies qui ont suivi. A mon sens, ils ne sont pas totalement réglés aujourd'hui en 2005, et c'est peut-être même un euphémisme.....

Intervention de Roger Martelli

Je suis ravi de me retrouver avec Alain Bergounioux, ici dans le cadre des rencontres de la Fondation Gabriel Péri, afin d'échanger nos points de vue sur cette période de l'histoire.

Il a dit énormément de choses sur le contexte historique. Je ne reviendrai pas sur tout ce qu'il nous a dit sur les conditions de la réunification socialiste aboutissant à la création du parti socialiste Sfi. Je redirai seulement après lui que cet événement majeur dans l'histoire du mouvement ouvrier français et du socialisme français se fait dans un climat d'effervescence à l'échelle internationale. Le début du 20^e siècle est une période d'intenses créations. Alain a donné quelques exemples, on peut les multiplier. Pendant la décennie 1900-1910, ce sont des grandes découvertes scientifiques - la radioactivité, la naissance de la génétique -, des innovations politiques, la naissance de grands partis, (le Labour Party s'installe entre 1896 et 1906, le Parti radical naît en 1901), c'est l'amorce de la révolution chinoise. En 1905, la révolution russe « invente » la forme des soviets qui rebondira des années plus tard. Ce sont les débuts de l'aviation, la création de l'entreprise Ford et de la Shell. C'est l'époque où Einstein, Freud, Picasso et Lénine façonnent les langages qui marqueront tout le siècle. C'est aussi l'expansion du cinéma moderne, à la fois comme art et comme industrie, avec la naissance des grandes compagnies américaines. C'est l'émergence du cubisme, etc. Je m'arrête là : une période qui engendre une sorte d'optimisme historique. On y vit l'impression que l'humanité est en train de prendre un certain envol, que le triomphe de la raison et la maîtrise de l'homme sur son histoire et sur la nature sont en train de se réaliser. En ce temps-là, le « nouveau » fait florès, est mis à toutes les sauces : le féminisme de l'époque parle de la « nouvelle femme », l'armée dont parle Jean Jaurès est « l'armée nouvelle » et l'art lui-même se veut un « art nouveau ».

Si, chronologiquement, le début du siècle installe les fondations du monde moderne, il n'en reste pas moins, que le vingtième siècle historique s'ouvre, non pas sur cet optimisme, mais sur le cataclysme de la première guerre mondiale. Cette nuance mérite réflexion. La contradiction entre l'optimisme de la première décennie et l'évènement fondateur du siècle qu'est le conflit de 1914-1918 est particulièrement importante pour la réflexion générale sur notre histoire. Notre histoire : à la fois celle des socialistes et celle des communistes.

Mais revenons directement à notre sujet : en 1905, un quart de siècle après « l'immortel congrès de 1879 », les socialistes se retrouvent dans un même parti. Comme l'a dit Alain Bergounioux, cette réunification se fait sous les auspices de la Seconde Internationale, qui l'impose aux socialistes français. Il est significatif, intéressant, passionnant, de noter que, dans cette réunification, c'est la figure rassembleuse de Jaurès qui va dominer, alors qu'en 1905, il est contraint de se plier aux injonctions de l'internationale, qui condamne le « ministérialisme », c'est-à-dire la participation des socialistes à des gouvernements bourgeois, que Jaurès soutient. Mais alors qu'Alexandre Millerand participe au gouvernement Waldeck-Rousseau à partir d'une sorte de conviction rationnelle, Jaurès soutient cette participation dans un esprit défensif. Il pense à cette époque, que la révolution est en danger, que la République est en danger, qu'il n'y a pas d'autre solution pour la défendre, que de participer au gouvernement avec les radicaux, qui sont des républicains.

En tout état de cause, la figure dominante de cette période est celle de Jaurès. Paradoxalement Jaurès, est à certains égards politiquement battu en 1905 et il est culturellement vainqueur. Pourquoi ? Parce qu'à cette époque là domine, en France et dans toute l'Europe, l'idée que le basculement de la société bourgeoise vers la société ouvrière est à terme inéluctable, et qu'il se fera sans convulsion violente,

sans les affrontements sanglants que le 19e siècle avait imposés comme la figure quasiment inévitable de la Révolution. Qu'est-ce qui le rendra possible ? La conjonction du suffrage universel et de la croissance du monde ouvrier, qui va rendre possible, enfin, la synthèse de la République et de la révolution sociale.

Pour tout dire, en 1905, l'horizon semble bien au socialisme républicain. Un socialisme qui, à l'image du parcours de Jaurès lui-même, s'est détaché du « républicanisme » classique. Le socialisme a coupé les ponts avec ce « républicanisme » là, y compris dans sa variante radicale. Il reste malgré tout un socialisme républicain qui se distingue - pour Jaurès la distinction est irréversible, au début du XXe siècle, entre radicalisme et socialisme - mais qui, tout en étant différent, ne se sépare pas d'un vaste mouvement républicain qui le déborde, et dont l'affaire Dreyfus a consacré définitivement le triomphe, et dans sa variante de gauche, celle du Parti radical.

Au fond le socialisme de ce début de siècle cultive tranquillement la logique qui veut que le socialisme de l'égalité des conditions n'est, en définitive, que la forme la plus cohérente et la plus avancée de l'égalité en droit qui est au cœur du pacte républicain. Le socialisme jaurésien, qui n'est pas encore explicitement dominant en 1905 - il ne le sera complètement qu'à partir de 1908 - se veut à la fois différent du « républicanisme », et en même temps un « républicanisme » conséquent. Les deux en même temps... En cela, bien sûr, le jaurésisme se distingue des anarchistes, d'une partie des socialistes et de la plus grande part du syndicalisme naissant. Ne nous laissons pas abuser par la suite : il y a dans cette conception une intuition optimiste, mais pas un rêve utopique absurde. Dans l'idée que le jeu des institutions républicaines et la logique démographique vont inexorablement conduire à la république sociale, il y a quelque chose de raisonné. Une sorte d'optimisme de la raison.

Mais force est de constater que s'il y a eu un pari en 1905, ce pari a buté sur la guerre. La fraternité prolétarienne attendue s'est muée en frénésie patriotique, et l'émancipation ouvrière a laissé la place aux cadences et aux contraintes draconiennes de l'industrie de guerre. Le pari de 1905 était rationnel, mais en 1914 ce pari est perdu. J'ajouterai à toutes les analyses et aux réflexions extrêmement intéressantes qu'a faites précédemment Alain Bergounioux sur les caractères originaux des socialismes, que la réunification de 1905 ne peut être observée que dans sa contradiction. Contradiction entre le mouvement qui porte en avant le socialisme pour en faire une force expansive jusqu'en 1914, et ce qui est vécu au bout du compte comme un échec terrible, celui de la guerre. Cette contradiction, en fait, naît des limites du socialisme réunifié de 1905. Là encore évitons les lectures rétrospectives trop simples : en 1905, on peut percevoir dans l'œuvre réunificatrice de simples failles, mais qui finissent par devenir des gouffres, une fois la guerre advenue. Je vois au moins trois limites à la construction de 1905, qui permettent à mes yeux de comprendre pourquoi le pari, au bout du compte, n'a pas été tenu.

Entre 1905 et 1914, même si ce n'est pas exclusif, le socialisme réunifié est d'ancrage ouvrier et révolutionnaire. Mais il est loin de regrouper toute la classe et, surtout, tout le courant révolutionnaire. Son concurrent, n'est pas dans l'espace proprement politique : à côté de lui existe un syndicalisme qui, à la différence de ce qui se passe dans la plupart des autres pays européens, est structurellement séparé

du champ partisan. Profonde originalité française... Nous sommes habitués, aujourd'hui, à l'idée d'une séparation fonctionnelle : au syndicalisme la formulation revendicative de la demande sociale, au parti le traitement politique de cette demande. À l'époque, comme l'affirmera un an plus tard la célèbre Charte d'Amiens, le syndicalisme révolutionnaire se veut l'organisation par excellence de l'émancipation ouvrière. C'est une organisation qui a pour ambition d'assumer toutes les fonctions de l'action ouvrière, y compris politiques. Ce syndicalisme révolutionnaire, pour reprendre la phrase superbe de Madeleine Rebérioux citée par Alain Bergounioux, c'est « un autre socialisme ». Émile Pouget le disait explicitement en 1905 : le syndicat se veut « le parti du travail ». La Charte d'Amiens concède certes en 1906 qu'on peut laisser aux partis politiques le soin de s'occuper des questions politiques. Mais c'est une concession, quelque peu condescendante car les syndicalistes ont en fait la conviction que leur organisation peut suffire à assumer toutes les fonctions. Cette dichotomie entre le socialisme et le syndicalisme révolutionnaire laisse, entre 1905 et 1914, un grand nombre de socialistes, un grand nombre de jeunes ouvriers à l'écart d'une Sfiio qui leur paraît bien tiède, beaucoup trop tournée vers l'action parlementaire, beaucoup trop centrée sur les élus. Gustave Hervé - qui à l'époque appartient à l'ultra gauche et qui finira ultra patriotard en 1914 - affirme que « le socialisme international - il ne parle pas que de la Sfiio mais il pense aussi à la Sfiio - c'est une admirable machine à cotiser et à voter ». Telle est l'image de la Sfiio, pour beaucoup de syndicalistes et beaucoup de jeunes ouvriers de l'époque. Jaurès est d'ailleurs l'un des rares à manifester la volonté de maintenir à tout prix le dialogue avec la Cgt. Alors que Jules Guesde, le marxiste « pur sucre » du moment, considère que la volonté d'indépendance du syndicat est inadmissible, Jaurès accepte cette indépendance et mène le dialogue avec les syndicalistes révolutionnaires, parce que, laisse-t-il entendre, « on en a besoin ». Lui qui est un défenseur acharné de l'action parlementaire, sait que cette action sans les luttes ouvrières est une impasse. Il y a des textes extraordinaires dans lesquels Jaurès explique en substance : notre action parlementaire peut nous conduire à oublier le « but final », à nous enfoncer dans les compromissions et, dans ce cas-là, le syndicalisme est utile pour nous ramener aux « fondamentaux », comme nous dirions aujourd'hui. Voilà - entre parenthèses - qui éclaire singulièrement le rapport de Jaurès au pouvoir. Quelques années plus, il a choisi de défendre Millerand, pour les raisons expliquées plus haut, mais quand ses propres amis, Viviani et Briand, lui apparaissent comme trop tournés vers le pouvoir pour le pouvoir, alors Jaurès s'écarte d'eux avec horreur. S'il est « ministérialise », partisan d'une participation gouvernementale des socialistes, c'est plus par contrainte que par conviction. En tout cas, telle est la première limite du socialisme réunié de 1905 : sur le terrain de l'action révolutionnaire, il a un concurrent sérieux qui est le syndicalisme révolutionnaire.

Deuxième limite : le socialisme, dans toute l'Europe et pas seulement le socialisme français, a du mal à saisir, en ce début de 20e siècle, que la société est en train de changer rapidement. Sous le double essor de la grande entreprise mécanisée, et des périphéries urbaines, le tissu concret du monde ouvrier est en train de changer. La classe ouvrière s'installe et elle grandit, comme le disent avec raison les socialistes. Mais elle se transforme. Or ni le socialisme des métiers, dont hérite la Sfiio, ni le socialisme républicain ne sont à même de percevoir les évolutions profondes que porte cette transformation. Il y a en germe dans cette première partie du 20e siècle, une sorte d'incompréhension, de premier éloignement sociologique et culturel, entre

le socialisme et la réalité du monde ouvrier. A contrario, ce qui sera une force du communisme des années 20-30, c'est précisément d'avoir su d'une certaine manière s'ancrer, pratiquement et culturellement, dans la modernité industrielle et urbaine de l'époque, alors que toutes les autres forces ne la perçoivent pas et la délaissent. Le parti communiste se trouve sur le terrain de la grande entreprise mécanicienne, c'est le fameux modèle de l'ouvrier métallurgiste, et sur le terrain des périphéries urbaines, la banlieue. Il agit et s'organise sur des terrains que les autres ont abandonnés. En revanche, la Sfiio maintenue a perdu son hégémonie à gauche pour n'avoir su garder le contact avec la réalité ouvrière du moment. Je pense que cette limite est inscrite dès les années 1905-1914.

Enfin, et nous touchons là à une limite de l'Internationale, je crois que le socialisme de cette époque ne mesure pas toutes les dimensions, ne tire pas toutes les conséquences, du passage du capitalisme classique - celui qui domine les deux tiers du 19e siècle - à ce que Lénine et Hilferding appellent l'impérialisme. Le socialisme ne prend pas la mesure exacte des effets de cette transformation fondamentale, en particulier la montée de la violence qui va culminer en 1914. Bien sûr, la menace de la guerre le mobilise, ils en redoutent le déclenchement. Mais si un Jaurès établit le lien entre le capitalisme combattu et la guerre qu'il porte en lui « comme la nuée dormante porte l'orage », dans l'ensemble les socialistes entretiennent l'espoir que, au bout du compte, la logique pacifique finira par l'emporter sur la violence constitutive de l'impérialisme. Ce qu'ils ne voient pas, c'est ce que cet impérialisme implique de dilution des liens sociaux anciens, y compris à l'intérieur des couches populaires. Pour faire face, sans doute aurait-il fallu s'appuyer sur la force critique extraordinaire que portait l'élargissement de l'exploitation aux territoires extra-européens de la colonisation. Mais cela, les socialistes ne sont pas prêts à le comprendre réellement. En se concentrant sur la seule Europe, et même sur la seule Europe industrialisée, en se laissant aller au seul optimisme mathématique de la majorité électorale ouvrière, le socialisme européen a fini par étouffer sa fonction critique en se contentant d'accompagner, plus ou moins patiemment, le système, dans l'attente où que le capitalisme tombera de lui-même, comme un fruit mûr tombe de son arbre.

Dans ce socialisme, qui se réunifie en 1905, il y a donc à la fois de la force et des limites. Cette année là, on a l'impression que le mouvement ouvrier peut se réunifier sous la houlette de la tradition révolutionnaire. C'est cette tradition que Jaurès cultive avec talent. J'ai pour ma part tendance à considérer que son « évolution révolutionnaire » n'est pas une sorte de synthèse entre réformisme et révolution, mais une conception de la Révolution. Or l'espérance fondatrice de 1905 ne résistera pas au choc terrible de 1914. Les socialistes qui se réunifient en 1905 autour de cette idée qu'on peut rassembler toute la famille autour de la tradition révolutionnaire vont, avec la guerre, se diviser à nouveau, et cette fois autour de modèles. En 1905, le seul grand modèle existant, c'est le modèle de la sociale démocratie allemande. A partir de 1917-1920, ils vont choisir entre plusieurs modèles. Au lendemain de la guerre, alors que la social-démocratie allemande a perdu son prestige, les seuls disponibles sont les modèles de Londres [4] et de Moscou, du travaillisme et du bolchevisme. Et ce choix va cristalliser la distinction de deux courants, de deux sensibilités, que le congrès de 1905 a cru pouvoir rassembler dans une même organisation et que la guerre a séparés à nouveau jusqu'à la rupture violente de « la vieille maison ».

1905 est un objet que nous devons étudier en lui-même, et qui interroge la situation actuelle. Qu'en est-il aujourd'hui ? Nous sommes dans une période, où tout semble à la fois semblable et évidemment différent, de 1905. Le capitalisme est toujours là, mais un capitalisme totalement financiarisé et mondialisé. Paradoxalement le capitalisme est plus proche à certains égards de l'épure du manifeste de 1848 que du capitalisme que connaît Jaurès. La société est plus urbanisée, plus industrialisée à l'échelle mondiale, évidemment, qu'elle ne l'était au début du 20e siècle. Mais c'est une industrie débordée par la croissance des services et de la sphère de l'information. Quant à la démocratie, qui est au cœur des espérances de la synthèse jaurésienne, elle est à la fois potentiellement universelle - la déclaration des droits n'est plus aujourd'hui celle d'un seul pays, mais elle existe désormais à l'échelle universelle - et en même temps cette démocratie est en crise profonde au point de balbutier. On le voit dans le processus électoral, avec les phénomènes massifs d'abstentions, les errements des majorités qui vont et viennent et le balbutiement évident de ces flambées d'exaspération hors jeu électoral que nous vivons en ce moment [5]. Le vingtième siècle a vu à la fois l'essor du capitalisme et l'échec des grandes tentatives pour échapper à son cadre. Echech du soviétisme, soviétisme incluant la totalité de ce qui s'est développé à partir de l'expérience de l'octobre russe, l'Union Soviétique, les démocraties populaires, la Chine, ajoutons-y Cuba, etc... Quelle conclusion en tirer ? Il peut être tentant de se débarrasser de ce qui reste au socialisme de la vieille utopie et de se placer franchement du côté de l'évolution, sans même se référer à cette « évolution révolutionnaire » dont rêvait Jaurès. Il est temps de renoncer à l'illusion que l'on peut demain abattre enfin la citadelle du capital. Tirer les leçons du passé serait admettre qu'il n'y a pas d'autre voie raisonnable, efficace, conforme à la morale du socialisme, que de se glisser dans la texture de l'économie actuelle, pour en accompagner les mérites et en corriger les excès, par les vertus de la règle et de la loi.

Je ne pense pas que cette conclusion puisse être tirée. Le début du vingtième siècle a été marqué par la guerre, la fin du siècle l'a été par l'effondrement du soviétisme. Mais l'échec ultime du grand mythe de la grande révolution d'octobre s'est entremêlé, dans les années 80, avec celui de la grande tentation sociale-démocrate de « l'État providence ». Notre époque n'est pas celle de la « fin de l'Histoire », mais celle d'une vive contradiction. C'est dans le moment même où le capitalisme mondialisé semble triompher, parfois sous sa forme la plus brutale, que le développement humain paraît de moins en moins pensable à l'intérieur même des cadres du système. Des améliorations sont certes possibles à l'intérieur de ces cadres, mais améliorer la situation, même modestement, oblige de le faire aujourd'hui à partir d'une critique radicale, d'une contestation radicale des mécanismes qui sont au cœur de l'accumulation contemporaine du capital financier. Le réalisme est en train de changer de camp : il est du côté de ceux qui font consciemment le pari du développement des capacités humaines, plutôt que de ceux qui pratiquent la religion du CAC 40 et des fonds de pension... Et, de fait, un tel parti pris critique, contestant en leur fond les choix du capital, est au cœur de ce vaste mouvement que l'on appelle social et/ou altermondialiste et que rassemble ce beau slogan : « le monde n'est pas une marchandise ».

Nous voilà, au fond, revenu à notre point de départ. Le socialisme international s'est alors fixé pour objectif de réunir la famille des socialistes sous le drapeau d'un certain marxisme, tout au moins d'un marxisme revendiqué. Ce faisant, il a ouvert un

possible et installé le mouvement ouvrier au cœur de la démocratie politique et non pas à ses marges. Mais il a laissé de côté une part non négligeable de la substance critique que contenait ledit mouvement ouvrier. Aujourd'hui, nous pouvons, nous devons viser au rassemblement de la gauche, car nous savons qu'il n'y a pas de changement social possible sans majorité. Mais nous ne pouvons pas penser cette union en oubliant que, aujourd'hui comme hier, la gauche reste polarisée. Je ne dis pas : coupée en deux, mais polarisée... Pour ceux qui veulent à la fois la liberté et la justice - c'est cela, en longue durée, l'identifiant de la gauche - il n'y a que deux attitudes possibles face au monde réel du capital. Ou bien l'on pense que ce capitalisme est économiquement indépassable et qu'il faut donc, bon an mal an, s'en accommoder pour en contrôler le plus possible l'exercice. Ou bien l'on pense que, le capitalisme étant par nature inégalitaire, il n'y a pas d'autre manière d'installer durablement la justice que d'en chercher le dépassement et donc la disparition à terme. La première attitude fonde le parti pris social-démocrate ; la seconde fonde le parti pris révolutionnaire. Que les deux sensibilités au réel (qui ne se réduisent ni l'une ni l'autre à une seule formation politique) puissent et doivent, le plus souvent possible, travailler ensemble pour avancer sur le terrain de la justice et donc pour conquérir des réformes me paraît aller de soi. Je n'aime donc pas en cela la rhétorique des « deux gauches ». Inutile de dresser, entre les pôles, une nouvelle muraille de Chine ; mais il y a bien deux pôles d'agrégation. J'ajoute : à tout moment, il s'agit de savoir qui, des deux sensibilités, donne le ton général à l'ensemble du concert de gauche.

Sur les deux attitudes, je ne porte pas ici un jugement moral. Je dis seulement que je crois à la nécessité de la seconde attitude - la révolutionnaire. Et j'ajoute que, à mes yeux, cette nécessité ne s'accommode d'aucune propension à la répétition. La révolution ne sera plus ce qu'on l'imaginait encore au début du XXe siècle. Le choix révolutionnaire ne se répète donc pas : il se décline à frais nouveaux. Il a obligation d'atteindre à la force d'un projet transformateur concret ; il est une visée ou un but, mais il doit aller jusqu'à la forme programme. Il se doit d'énoncer la dynamique démocratique exigeante sans laquelle le projet n'est qu'une épure vague. Il doit imaginer les configurations d'alliance et les formes politiques qui accompagneront le tout. Pour tout dire, je ne vois pas d'autre choix communiste - c'est en tout cas le mot que je retiens - possible que celui d'un communisme post-jaurésien et post-bolchevique (et je ne dis pas ici : antibolchevique ou antijaurésien). Mais ce choix sera communiste : « post », disais-je, mais qui, en étant « après », prolonge sans le répéter quelque chose du passé.

Un pari se gagne ou se perd. Je pense que le mien n'est pas absurde, je dis en toute amitié, à notre ami Alain Bergounioux, qu'il n'est pas plus déraisonnable que le pari d'un socialisme, dont j'ai l'impression, qu'il ne sait plus très bien aujourd'hui si son horizon est celui de Jean Jaurès, d'Olof Palme ou de Tony Blair. Au bout du compte, c'est le parti pris de continuer « l'évolution révolutionnaire » de Jaurès, en cultivant le plus loin possible le deuxième terme de cette contradiction dynamique. Choisir le pôle d'une moderne « révolution » n'est vraiment pas plus déraisonnable que celui qui, dans la contradiction de l'action transformatrice - changer le monde sans se placer à l'extérieur de ce monde - finirait, devant la difficulté, par être plus sensible à l'évolution qu'à la révolution.

Réponse d'Alain Bergounioux

Ce que dit Roger Martelli m'inspire deux ou trois réflexions. Sa définition du « parti pris social démocrate », s'accommodant du capitalisme, pour n'envisager qu'une simple correction de ces nuisances, s'opposant à la révolution ou l'inspiration révolutionnaire, mériterait qu'il y soit mis plus de contenu, même si c'est un sujet qui mérite un examen en soi. Quelle sont les leçons du siècle passé ? Répondre à ces questions donne, une chair et un éclairage différent au parti pris social démocrate.

La première leçon, c'est celle que je viens d'indiquer, et qui se traduit par la rupture du Congrès de Tours. Sur le moment, ceux qui étaient à Tours n'étaient peut-être pas totalement conscients de ce qu'impliquaient leurs choix. Il faut évidemment rester modeste. Les grands événements comme celui-ci, il est plus aisé d'en juger après coup. Sur le moment tout le monde ne prévoit pas les conséquences. Nous sommes très forts, après, nous qui connaissons la suite de l'histoire et, qui voyons clairement les événements qui en ont découlés. Mais sur le moment ce n'était pas le cas de tous ceux qui étaient à Tours. Le fond de l'affaire, c'est la question de la violence dans l'histoire, c'est la question de la démocratie politique, c'est le fond de ce débat que Jaurès avait eu avant 1914, avec les révolutionnaires, avec le syndicalisme révolutionnaire. Dans le fond, c'est ce débat que l'on retrouve entre ceux qui veulent rester socialistes, et ceux qui partent, Léon Blum leur disant à Tours : « d'avance vous avez manqué votre aventure ». Pourquoi ? Parce qu'à partir du moment où la démocratie est considérée comme seconde, il n'y a plus de limite. C'est ce que Blum dit à Tours par cette phrase : « vous voulez constituer une dictature du prolétariat, vous ferez une dictature sur le prolétariat ». Souvenons nous que nous sommes en 1920. Nous ne sommes pas en 1970 ou en 1991. Cette question est fondamentale. Si on cherche les points d'accord, et ce peut en être un, je suis en partie d'accord avec ce qu'a dit Roger Martelli sur les limites de la démocratie, et les considérations qu'il présente. Ce pourrait aussi être un sujet en soi. Mais la grande leçon du siècle, est qu'il n'y a pas de socialisme, il n'y a pas de progrès social sans démocratie, sans liberté, quelles que soient les insuffisances de la démocratie. Accepter la démocratie a des conséquences extrêmement précises. A partir du moment où on accepte la démocratie, on accepte le pluralisme social, on accepte la confrontation des intérêts, des idéologies différentes et on accepte l'alternance politique. Donc on accepte le résultat du suffrage universel, être battu, ou gagner les élections, donc on accepte les responsabilités. Accepter la démocratie entraîne toute une conception de la société et une conception du changement. A mon sens, cette question ne fait plus débat entre nous. Nous tirons tous cette leçon du siècle. Si je ne gardais pas ma seule casquette d'historien, je dirais que cette conception est très largement partagée. Je crois qu'aujourd'hui personne, y compris une très grande partie de l'extrême gauche française, ne conteste cela. Nous pouvons entendre quelques échos plus ou complexes du côté de Lutte Ouvrière, mais même la Lcr, en tout cas dans son discours public, ne la conteste pas. C'est un débat essentiel qui est tranché, avec cette conception de la primauté de la démocratie. Ce n'est pas formel, car de cela découle une conception de la société, notamment une conception du respect du pluralisme, et cela, c'est tout à fait fondamental. »

Arrêtons nous un moment sur ce qu'est le « parti pris social démocrate » D'abord loin de moi l'idée, pour opposer un parti pris à un autre, de cacher les difficultés, les insuffisances. Je ne suis pas celui qui dit : « tout est bien, c'est parfait, on a toujours eu raison », loin de là. Mais la deuxième leçon du siècle, reste particulièrement importante. A l'exception peut-être d'une partie du syndicalisme révolutionnaire, socialistes et communistes ont un point commun tous. Au fond nous sommes tous issus du rassemblement de 1905, où cette union s'est réalisée, parce que, tous les socialistes de cette époque pensaient, ensemble, que les injustices et les irrationalités du capitalisme tenaient à la combinaison de la propriété privée des moyens de production et à l'économie de marché. Des réformistes jusqu'aux révolutionnaires, la grande réponse à ces injustices, à ces irrationalités était la même. Pour Jaurès comme pour Guesde la réponse était : il faut socialiser les moyens de production et d'échange. Personne ne mettait vraiment en cause cette réponse. Le débat portait sur la méthode. Jaurès voyait une société décentralisée, il n'était pas étatiste, au sens où on peut l'entendre ensuite, ne faisons pas d'erreur chronologique. Personne ne dit cependant comment cela se passera, comment l'on fera. Il est vrai que Marx, auquel les socialistes se réfèrent, n'a donné aucune indication, c'est le moins qu'on puisse dire. Mais enfin c'était l'idéologie communément admise. Or ce qui apparaît, à partir du tournant des années 30, cela a été analysé depuis, c'est ce qui va devenir la politique sociale démocrate. Je ne parle pas des structures comme on les a définies plus haut, avec leurs nuances, social démocratie, travaillisme, socialisme, mais de la politique social-démocrate. Au tournant des années 30 un certain nombre de partis, notamment en Scandinavie, en Suède, en Norvège, prennent conscience qu'on peut limiter les injustices et les irrationalités du capitalisme autrement que par la socialisation des moyens de production et d'échanges. Ces partis mettent en œuvre une politique faite, de mesures économiques, agissant sur les cycles de l'économie, utilisant des dispositifs budgétaires, par la promotion de nouvelles formes de service public, par une protection sociale de haut niveau, par la constitution de compromis sociaux entre syndicats et patronat.. Cette politique a montré qu'on peut « démarchandiser » toute une partie de la vie publique - il n'est pas aisé de le faire, mais cela a malgré tout été réalisé en partie, même si aujourd'hui nous sommes dans une période plus difficile pour les raisons que l'on connaît tous. Mais quand même, ce qui a été réalisé par la social-démocratie, particulièrement dans les pays où elle a longtemps gouverné, et dans d'autres pays par son influence, c'est la « démarchandisation » de toute une partie de la vie et, sans remettre en cause la liberté et la démocratie. C'est cela le compromis social démocrate du tournant des années 30 et de l'après seconde guerre mondiale. Or, ce n'est pas mince, et pour ces raisons on ne peut se contenter d'une vision trop simpliste, et c'est pour cela que le parti pris social démocrate mérite d'être interrogé et pas caricaturé. Si je voulais faire un peu de provocation, je dirais que dans le fond, ce choix a permis de réaliser des morceaux de communisme « démarchandisant » tout un ensemble de biens et de services, au profit de l'ensemble de la population. On a réalisé des morceaux de communisme dans une économie qui reste évidemment capitaliste. C'est cela le problème. A l'inverse du côté du modèle soviétique, la réponse a été la socialisation totale des moyens de production et d'échange. Le soviétisme comme l'a nommé Roger Martelli, au fond, avec la socialisation totale a fini par faire perdre tout véritable sens à la propriété sociale. Comme la direction, l'Etat, n'est pas démocratique, l'interprétation des besoins de la population fluctue selon les intérêts de cette direction, de la capacité des entreprises. Tout le monde ment, puisqu'il faut respecter « le plan » à tout

prix. A partir du moment où l'économie se complexifie, et que la planification devient aveugle, cela ne tient plus. C'est bien ce qui s'est historiquement passé.

Je concède, qu'aujourd'hui, nous avons tous un difficile problème d'adaptation. Je suis d'accord avec Roger Martelli, et je pense, comme lui, qu'on ne peut se contenter d'un réformisme de gestion, il faut toujours un au-delà de la gestion. Mais il n'empêche que ce qu'a été, historiquement, la social-démocratie, dans ses réalisations concrètes - nous ne sommes pas seulement dans la théorie - il y a cette forme, d'un modèle de développement différent, qui s'appuie sur une économie productive, qui fait sa part au marché, mais qui ne fait pas du marché la régulation globale de la société. Quand Lionel Jospin a énoncé cette formule « oui à l'économie de marché, non à la société de marché », il a parfois été très mal compris. Il était dans une logique complètement social-démocrate. Il était dans le droit fil de cette histoire. Donc le « parti pris social démocrate » ne mérite pas d'être jeté à la rivière, parce qu'il reste dans la vie, et qu'il recèle encore bien des capacités de développement.

Le problème qui nous est posé, aujourd'hui, c'est bien de concilier l'ensemble des contradictions du développement. Dans le monde où nous sommes, nous sommes comptables, surtout en tant que responsables politiques, des emplois, du niveau de vie de nos concitoyens. Pour ce faire nous sommes comptables de la création de richesses, de la redistribution de ces richesses, et nous sommes aussi comptables du maintien des libertés et de la démocratie. Tout cela ne demande pas que des paroles. cela se traduit en actes. Lorsque nous ne sommes pas considérés à la hauteur de la tâche, nous sommes « jetés » électoralement. Nous l'avons expérimenté à un certain nombre de reprises ! Dans ces conditions, je suis tout à fait d'accord pour rechercher avec Roger Martelli des formes de « ruptures », mais j'attendrai quand même d'avoir une vision historique un peu plus nuancée du parti pris social démocrate qui me paraît plus riche que ce qu'il en a dit.....

Pour terminer voyons concrètement ce que cela donne dans la société où nous sommes, dans le monde où nous sommes. Je partage, pour avoir toujours pensé cela, l'idée qu'il n'y aura pas de succès progressiste dans ce pays sans des formes d'union de la gauche, cela c'est pour moi tout à fait évident. Alors, comment fait-on, que fait-on pour la protection sociale, que fait-on pour une sécurité sociale professionnelle, que fait-on en Europe et pour quelle politique européenne, que fait-on sur toutes ces questions qui nous ont profondément divisés ? Nous n'avons pas d'autre choix que de remettre l'ouvrage sur le métier, mais cela implique de considérer que la sociale démocratie représente une tradition politique et sociale plus riche que celle de la compromission !

Réponse de Roger Martelli

Le vingtième siècle, c'est au moins deux leçons. La première, c'est l'expérience du soviétisme. C'est la démonstration que l'on va à l'échec cuisant, si l'on pense qu'on peut changer la société en faisant l'économie des procédures démocratiques de son

fonctionnement. Quand on délègue la gestion de la société à un parti - qui par essence, serait le représentant de la classe exploitée, voire de la société toute entière, le « parti du peuple tout entier » comme il s'est dit à certaines périodes - autrement dit quand on pense supprimer l'exploitation en abolissant le marché mais en maintenant les mécanismes de la domination et de l'aliénation, on ne produit pas de la transformation sociale. On ne produit pas du communisme mais son contraire. C'est ce qu'a montré la période stalinienne. Telle est la première leçon, celle du soviétisme. Alain Bergounioux a cité Léon Blum. Je citerai plus volontiers Rosa Luxemburg, qui dit quelque chose d'approchant (les dangers de la dictature), mais dans un tout autre esprit. Elle accepte l'impulsion de la révolution d'Octobre, Léon Blum la nie. C'est fondamental. Si je respecte infiniment l'intelligence et la force du discours de Léon Blum, entre Blum et Luxemburg, je choisis Rosa Luxemburg.

La seconde leçon est celle de la social-démocratie. Je ne récuserai pas ici son apport. Ce qui a fait la force de la social-démocratie, à partir des années 30 jusqu'à la fin des années 70, c'est qu'elle s'est identifiée à ce qu'on a appelé souvent l'État providence. Voyons-y un ensemble de normes, de règles, d'interventions publiques, de redistribution qui ont, non seulement corrigé certains défauts du capitalisme, mais produit une dynamique, de la croissance, de l'inventivité et de la création. La social-démocratie a fait corps avec l'État providence, mais ce qui a créé cet équilibre, n'a pas été la seule social-démocratie. Je ne veux certes pas sous-estimer l'action intelligente de ceux, qui à la manière de Beveridge ou d'autres, ont réussi à traduire en propositions transformatrices une politique qui a conduit à un État plus ou moins régulateur et redistributeur. Mais à ne retenir que ce versant des choses, on oublierait ce qui a relevé de la pression du mouvement ouvrier. Celui-ci a imprimé une telle marque, dans la première moitié du XXe siècle, que ne pas la prendre en compte aurait débouché sur des dysfonctionnements pouvant altérer l'ordre social tout entier. Et dans cette période, la pression eût été impensable sans la prégnance de l'utopie ou, si l'on préfère, de cette fibre radicalement alternative qui s'appuyait sur l'existence de l'Union soviétique. Si les sociétés capitalistes ont bougé, c'est aussi par la pression que représentait le mythe soviétique. Je dis ici volontairement le « mythe », car peu importe, à la limite, ce qu'a été la réalité de l'URSS : à l'échelle de la période, le plus important est dans l'image qu'elle a au départ générée et dans la force propulsive qui en est résulté. La planification à la française n'a rien à voir avec la planification soviétique et en même temps elle s'en inspire. Si l'Europe a connu les vertus de l'État acteur, elle ne l'a pas dû aux seuls mérites de la social-démocratie, mais à la triple pression du mouvement ouvrier, de l'utopie et la gestion social-démocrate. Aujourd'hui cet équilibre vertueux, constitué dans les années 30, est mort. Mais si l'on en tirait la conclusion que l'on pourrait améliorer désormais les choses en considérant comme acquise la marginalisation de l'impulsion révolutionnaire, on se tromperait. Si l'on s'imaginait pouvoir réguler le social sans remettre en cause les structures fondamentales de sa reproduction, on irait à l'échec.

Dans le capitalisme mondialisé tel qu'il fonctionne aujourd'hui, la formule « oui à l'économie de marché, non à la société de marché », est une illusion. J'ai tendance à penser qu'à l'économie de marché correspond presque inéluctablement aujourd'hui une société de marché. Pour contredire la propension naturelle du marché à envahir tout le champ de la vie sociale, il faut la contester sur le terrain de l'économie. Et il ne suffit pas de la contester dans le discours. Il faut commencer à la contester, ce qui suppose des actes que l'on s'attache à inscrire dans une cohérence globale qui leur

donne sens et que - à quoi bon se le cacher ? - on n'a pas encore suffisamment formalisé après l'échec des ambitions antérieures. Contredire, ce peut vouloir dire trois choses. Tout d'abord - et c'est sans doute le moins difficile à penser -, cela veut dire utiliser systématiquement les mécanismes existants pour limiter la logique financière, utiliser par exemple les mécanismes de la fiscalité pour décourager les placements spéculatifs, encourager d'autres formes de placements, réorienter l'activité du crédit. Dans les dernières années, on ne l'a pas fait : ce fut un tort. Contredire, ce peut être en second lieu, de façon plus ambitieuse, commencer de changer les règles du jeu et pas seulement les appliquer d'une autre manière. Par exemple, on peut se demander s'il ne devient pas urgent de changer cette règle qui veut que les choix environnementaux et sociaux des entreprises soient systématiquement externalisés dans la comptabilité classique. Pourquoi ne pas chercher à intégrer, dans la comptabilité même des entreprises, les coûts dérivés de leurs choix, notamment financiers. La gauche n'a pas cherché à le faire, au pouvoir : ce fut encore un tort. Et enfin, contredire, c'est expérimenter des formes alternatives de gestion économique en élaborant et en appliquant d'autres critères d'efficacité que les critères de la rentabilité classique. C'est le plus difficile... Encore faut-il ne pas commencer par faire le contraire ! Voilà plus de trente ans que l'on casse le secteur public en lui appliquant les règles des entreprises privées. On a eu tort. Mieux aurait valu les conserver et leur appliquer des critères différents, dans une logique d'efficacité économique et sociale.

Si l'on renonce a priori à cet effort de contestation systématique du système, de ses pratiques dominantes comme de ses lois, je crains que l'on ne puisse espérer d'amélioration substantielle de la réalité. Bien sûr, il n'y aura pas de transformation sociale, sans que ceux qui sont les héritiers de la tradition social-démocrate et ceux qui sont les héritiers de la tradition révolutionnaire et communiste, travaillent ensemble. Mais il reste à décider démocratiquement de qui va donner le ton. On peut aisément se mettre d'accord, les uns et les autres, sur le fait que, en tout état de cause, il faut des réformes concrètes et pas du verbiage révolutionnaire. Mais les réformes doivent-elles ou non chercher à toucher le cœur du système lui-même ? Il faut des actes concrets, parfois même modestes. Mais ces actes doivent s'inscrire dans des cohérences assumées, adaptatrices ou transformatrices. Alain Bergounioux nous dit que la social-démocratie a besoin de retrouver une ambition. J'ai pour ma part qu'elle n'a aucune chance de la retrouver si, à côté d'elle, ne se structure pas avec la plus grande force possible un courant pluraliste qui s'inscrive explicitement dans la tradition critique qui fut autrefois celle du mouvement ouvrier, dans la sensibilité « alternative » dira-t-on aujourd'hui. Si ce n'était pas le cas, franchement, je craindrais qu'il n'y ait pas d'autre horizon pour la social-démocratie que celui du « blairisme ». Mais nous quitterions alors, et pour un bon moment, et la tradition sociale-démocrate du XXe siècle et, a fortiori, cette « évolution révolutionnaire » qui est, au départ, notre terreau commun.

Voilà pourquoi, en tout cas, je continue de plaider pour un parti pris révolutionnaire et pour son extension, bien au-delà des rangs de la sensibilité communiste. Mais un parti pris qui, bien évidemment, tienne compte de l'échec de la grande expérience soviétique. Car si la révolution ne tirait pas les leçons de cette expérience, que serait-elle sinon un tigre de papier, comme eût dit le président Mao...

[1] Section française de l'internationale ouvrière.

[2] Voir à ce propos « *L'Ambition et le Remord. Les socialistes français et le pouvoir (1905/2005)* » par Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, aux éditions Fayard, collection « L'espace du politique ».

[3] Mouvement républicain populaire

[4] Devant le congrès de Tours, en 1920, Marcel Sembat (ancien ministre du gouvernement dit « d'union sacrée ») dit en substance à ceux qui ont choisi la voie de Lénine : je comprends que vous choisissiez la mystique d'Octobre, qui ressemble tant à notre imagerie révolutionnaire, mais n'oubliez pas que l'on peut aussi porter le regard ailleurs que vers Moscou et regarder vers Londres, où il y a aussi un socialisme ouvrier, puissant et actif. Londres ou Moscou : il faut choisir, dit en substance Sembat.

[5] Cette conférence s'est déroulée dans le cadre d'une « rencontre de la Fondation Gabriel Péri » le 15 novembre 2005, avant les troubles qui ont agité certaines villes de notre pays, ndlr.